

ORGANISATIONS ET PERSONNALITES AYANT FAIT PARVENIR
DES MESSAGES AU CONGRES

Organisations présentes au Congrès:

C.G.T.
SNESup (observateur)
S.N.C.S. (observateur)
U.N.C.A.L.
S.N.P.E.S. (FEN-CGT)
C.I.R.
P.C.F.

Messages :

F.E.N.-C.G.T.
S.N.E.T.P. (FEN-CGT)
Conseil de Paris (Groupe Socialiste Radical)

Lettres :

S.N.E.S.
S.G.E.N.

Messages :

J. PICART LE DOUX
B. DOLET
P. ABRAHAM
M. RENAUD
J.L. BARRAULT
G. BADIA

Délégations:

R.D.V.
G.R.F.
F.U.N.K.
U.I.E.

Union des Etudiants Vietnamiens en France
Organisation pour la Libération de la Jeunesse (U.S.A.)
Union des Etudiants Kmera
G.U.F.S.

U.N.E. Algériens
C.N. Etudiants de Hongrie
A.E.M.N.A.
U.N.F.P. (Maroc)
C.N. Etudiants de Tchecoslovaquie
U.N.E. Marocains
U.G.E. Tunisiens
U.E.C. Tunisiens
C.N. Etudiants de Bulgarie
Comité de Coordination des Associations des Etudiants Grecs à
l'Étranger, membre de l'U.N.E. Grecs
U.N.E. Syriens
C.N.E. Libanais
F.U. Argentine
C.N. Etudiants Nicaragua
Fédération des Étudiants Dominicains
Associations des Etudiants de Dakar

Messages :

F.D.J. (R.D.A.)
U.E. Coréens
U.E. Mongols
Oman
Fédération des Associations d'Etudiants (R.F.A.)
Etudiants Communistes Martiniquais
Organisation des Etudiants de Berlin Ouest

SALUTATION DE MIKIS THEODORAKIS
PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL
DU FRONT PATRIOTIQUE AU
59° CONGRES DE L'UNEF

Chers camarades,

Je vous apporte les salutations chaleureuses et fraternelles
du peuple grec en lutte.

Quatre ans après l'instauration de la dictature militaire en
Grèce, imposée par l'impérialisme américain et les forces réactionnaires
du pays, le peuple et la jeunesse grecque continuent la lutte pour le ren-
versement du régime fasciste, serviteur docile des intérêts du grand ca-
pital monopoliste, chien de garde des bases stratégiques de l'agresseur
américain contre la souveraineté et l'indépendance nationale des pays
arabes, de Chypre, pour l'extermination du peuple palestinien, pour la
soumission du peuple et de la jeunesse turque révoltée. Dans cette lutte
contre le régime dictatorial qui fait rappeler des jours les plus sinistres
du nazisme, le front patriotique, l'organisation de résistance de la jeu-
nesse "Rigas Ferraios" l'Union nationale des étudiants grecs, actuellement
dans la clandestinité, démontrent la plus grande abnégation et témoignent
la volonté du peuple grec de renverser la tyrannie et de restaurer la
démocratie sur les bases les plus solides et les plus élargies. Chaque
jour qui passe, cet amour pour la liberté et la démocratie se manifeste
de plus en plus amplement. Chaque jour qui passe, cette détermination
pour la liquidation des séquelles du fascisme embrasse de plus en plus les
différentes couches sociales dans notre pays. Le front contre la dictature
s'élargit constamment et englobe les plus larges forces démocratiques
conséquentes. Mais ce front doit s'étendre au dehors des frontières de
notre pays, car si la forme de notre lutte est nationale, son contenu est
international, dans la mesure où l'impérialisme qui se trouve à l'origine
de la dictature militaire est un phénomène international, dans la mesure
que dans le combat pour l'indépendance nationale qui est notre combat nous
sommes solidaires avec tous les peuples qui menant ce combat, et plus par-
ticulièrement avec les peuples voisins de Grèce : les peuples arabes, nos
frères Chypriotes, le peuple palestinien, le peuple turc. Au sein de ce
large front anti-impérialiste s'alignent aussi les peuples hébreux

Chers camarades,

Les défaites cuisantes que le peuple Vietnamien et récemment les peuples du Cambodge et du Laos, ont infligé aux agresseurs américains, les combats victorieux qui menent les peuples africains contre les séquelles du colonialisme, les mouvements révolutionnaires de l'Amérique Latine, tout ça constitue pour nous un héritage inappréciable et l'expérience indispensable pour notre combat contre l'impérialisme, car nous démontrons encore une fois que ce n'est pas les peuples qui ont peur de l'impérialisme, mais l'impérialisme qui a peur des peuples.

- LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE.

- VIVE LA LUTTE HEROIQUE DU PEUPLE GREC !

- A BAS LES COLONELS !

- LA DEMOCRATIE VAINECRA !

INTERVENTION DE L'UNCAL

Chers camarades,

Au nom du Bureau National de l'UNCAL, nous apportons le salut de notre organisation au 59° Congrès de l'UNEF.

Nous saluons dans ce congrès les luttes étudiantes étroitement liées au renouveau syndical.

Les lycéens suivent avec intérêt le développement des luttes étudiantes. En effet, comme l'ont montré les luttes de Mai-Juin 68, comme le montre récemment l'action pour la libération de Gilles Guiot, la lutte commune des étudiants et des lycéens est capable d'imposer d'importants reculs au pouvoir.

On a voulu faire croire que les lycéens et les étudiants sont des privilégiés, qu'ils n'ont pas d'intérêts à défendre...

Or, précisément, lycéens et étudiants ont de bonnes raisons d'être mécontent et inquiets pour leur avenir..

A cause d'éliminations successives seulement la moitié des lycéens entre à l'Université, des dizaines de milliers d'autres chaque année sont contraints d'arrêter leurs études après le bac où au cours de la scolarité le plus souvent sans formation professionnelle.

A l'Université fondamentalement c'est la même politique.

Pas d'intérêts à défendre?... Ceux qui dans la proportion des 2/3 n'obtiennent aucun diplôme au terme de leurs études, la moitié d'entre eux doivent devenir salariés pour les financer.

Aujourd'hui la suppression des sursis s'inscrit en droite ligne dans ce système de ségrégation sociale.

Cette situation n'est nullement de fait du hasard; mais bien la conséquence d'une politique cohérente et délibérée.

Le seul responsable: c'est le gouvernement qui sacrifie et subordonne l'enseignement et la recherche aux intérêts privés des grands industriels.

Qu'on ne s'étonne pas alors qu'une telle politique qui va en sens inverse de nos intérêts et de ceux de la nation, provoque un profond mécontentement. Ce mécontentement est d'autant plus vif que le pouvoir faisant fi des revendications, pour masquer ses responsabilités, répond en renforçant son caractère autoritaire.

La condamnation injustifiée du lycéen Gilles Guiot, qui a suscité une riposte immédiate de tous, s'inscrivait dans toute une politique d'atteintes aux droits et libertés démocratiques.

A ce sujet, nul n'a pu contester l'ampleur, le sérieux et la maturité du mouvement de solidarité des lycéens et des étudiants qui ont reçu le soutien des professeurs, des parents et des travailleurs.

Ils ont fait la démonstration de leur capacité à mener leurs luttes pour la satisfaction de leurs revendications à participer aux luttes d'ensemble du mouvement démocratique.

Dans les lycées comme à l'Université, aucune provocation, aucune déviation n'a eu pendant cette semaine sa place. Nous avons su leur faire pièce.

Le caractère de recul imposé au pouvoir par la libération de Guiot est le point déterminant de ce mouvement.

Celui-ci dispose désormais d'une marge de manœuvre beaucoup plus réduite. Il ne peut plus prendre des mesures autoritaires comme bon lui semble sans se heurter à l'opposition résolue des lycéens et des étudiants.

Ceci dit, il ne renonce pourtant pas à sa politique de manœuvres.

Alors qu'il refuse obstinément depuis qu'il est ministre de recevoir l'UNCAL seule organisation représentative des lycéens et de leurs revendications, M. Guichard déclare que pour savoir ce que veulent les lycéens, il n'existe qu'un seul moyen: le leur demander!

Qui oserait prétendre le contraire?

Encore faudrait-il que les actes aillent dans le même sens que les paroles.

Camarades, nous saluons en ce 59^e Congrès l'unité retrouvée du mouvement étudiant.

Les lycéens comprennent d'autant mieux et sont solidaires des luttes des étudiants pour le renouveau de l'UNEF qu'ils font chaque jour l'expérience de l'efficacité d'un syndicat de masse et démocratique organisateur dynamique de leurs luttes, leur propre organisation syndicale, l'UNCAL.

Comme les lycéens de Marseille qui après une année d'action et de négociations soutenues par la population et ses organisations ont obtenu 20% de réduction sur les tarifs des transports..

Ou bien les lycéens de Gennevilliers qui ont obtenu 50 Millions d'anciens francs pour le fonctionnement de leur lycée technique.

Ils apprécient d'autant mieux l'enjeu et l'importance des luttes des étudiants qu'ils savent combien leur est précieuse l'arme de lutte qu'ils se sont donné pour défendre leurs revendications, ..un syndicat à leur service.

C'est ainsi que l'UNCAL a mis à leur disposition ses structures d'organisation pour la défense de leurs droits et la libération de Gilles Guiot.

Ils sont toujours plus nombreux à rejoindre leur organisation syndicale pour être les artisans de succès futurs. Ils pourront rejoindre à l'entrée de l'Université une UNEF renouvelée pour y défendre leurs revendications.

Notre organisation a tenu son 3^e Congrès national les 20-21 et 22 Février dernier. Par son sérieux et son enthousiasme il a été le reflet vivant des luttes qui se déroulent dans les lycées et CET.

Notre Congrès a décidé de poursuivre l'action engagée suivant 3 axes revendicatifs:

- les questions de l'avenir, telles:
 - l'égalité des coefficients de français au bac
 - la création d'une allocation d'études sur critères sociaux pour le premier cycle universitaire
 - le rétablissement des sursis militaires
- les transports
- la création d'un collectif budgétaire pour la rentrée prochaine

Enfin, à chaque moment de la lutte les lycéens réaffirmeront avec l'UNCAL leur volonté de voir respectés leurs droits et libertés.

Nous ne pouvons que souhaiter le renforcement de l'action commune des étudiants et des lycéens à l'exemple de Mars 70, pour la défense de l'enseignement des langues, de notre participation commune aux grands rassemblements du 1^{er} Mai, contre la loi scélérate, pour les revendications.

Le grand rassemblement du 10 Mai, les manifestations contre l'intervention US au Laos et au Cambodge, celle pour la libération de 16 Patriotes basques, ont été l'occasion de l'affirmation commune des lycéens et étudiants, de leur solidarité aux peuples qui luttent pour la paix et l'indépendance, la démocratie et le progrès social. Et en particulier avec les peuples et la jeunesse héroïques d'Indochine en lutte contre l'agresseur US.

VIVE L'UNITE D'ACTION DES LYCEENS ET DES ETUDIANTS !

VIVE LE 59^e CONGRES DE L'UNEF !

Intervention de Jean Louis MOINOT , membre du
Bureau confédéral de la C.G.T.

La délégation de la C.G.T. qui est présent au rassemblement de ce soir et assiste à vos travaux vous adresse un salut chaleureux. La C.G.T. organisation syndicale de masse et de classe qui a la confiance de la majorité des travailleurs de notre pays suit avec une grande attention les efforts soutenus et le travail tenace du mouvement étudiant, des militants que vous êtes, pour reconstruire l'U.N.E.F. et en faire la grande organisation dont les jeunes étudiants de France ont un besoin impérieux. Pour défendre leurs conditions de vie et d'études, pour obtenir l'amélioration des moyens et du contenu de l'enseignement qu'ils reçoivent, pour que leurs études débouchent sur l'obtention de diplômes dont le niveau et l'adaptation leur garantisse les conditions de départ du développement de leur vie professionnelle dans un métier qualifié et responsable, les étudiants ont besoin, d'agir et de s'organiser. Ils ont besoin de l'U.N.E.F.

La volonté de la C.G.T. de restaurer les meilleurs liens de solidarité, de coopération, et d'action commune avec le mouvement étudiant n'est pas une attitude de circonstance. Cette volonté et l'existence de tels liens sont anciens. Je puis moi-même, ancien militant de l'U.N.E.F. et de l'U.G.E. en témoigner. Elle est fondée sur la solidarité de fait des étudiants et des travailleurs. Aujourd'hui avec les exigences du progrès scientifique et technique, avec l'augmentation massive des travailleurs mettant en oeuvre un haut niveau de connaissances, l'accroissement extrêmement rapide des effectifs étudiants est une nécessité à laquelle il est impossible d'échapper, même pour le régime actuel.

Quelque soit l'insuffisance des moyens consacrés par la politique gouvernementale à l'enseignement supérieur, quels que soient les freins mis à l'accès aux études des enfants des travailleurs, et bien que l'Université donne encore une image renversée de la Nation, le plus grand nombre des étudiants sont les fils ou les filles de travailleurs salariés, ou des classes moyennes vivant de leur propre travail.

Face aux conséquences néfastes d'une politique qui détourne le maximum de ressources, produites ou dégagée par le travail, au profit d'un petit nombre de groupes financiers privés dominants, l'ensemble de ceux qui vivent de leur travail, et leurs enfants, ont des intérêts convergents.

Mais il y a plus encore, Les étudiants sont, dans leur très large majorité, de futurs travailleurs salariés. Leurs études d'aujourd'hui conditionne leur activité professionnelle de demain. En revanche, la possibilité de défendre efficacement la situation des travailleurs dépend aussi de la qualité de l'enseignement reçu. Certes, aujourd'hui, les progrès de la science et le rythme des changements techniques exigent une formation continue. Mais cela ne fait qu'augmenter l'importance de la base de départ : l'éducation et la formation des jeunes avant qu'ils entrent au travail.

Enfin, et peut-être surtout, les travailleurs et les étudiants subissent les uns et les autres, dans l'immédiat la pression de l'exploitation capitaliste. Les salariés sont exploités et doivent sans cesse défendre leur niveau de vie. Les étudiants sont contraints, pour un grand nombre, de travailler pour se payer leurs études et c'est souvent inconciliable.

Les salariés subissent une aggravation constante de leurs conditions de travail et d'existence. Durée et rythme du travail, longs transports mal commodes et coûteux, logements insuffisants, atteintes à la sécurité sociale, détériorent leur santé, leur équilibre nerveux, leur épanouissement dans la vie professionnelle et familiale. Les étudiants eux sont soumis à des conditions matérielles d'études lamentables, qui exigent un effort excessif pour assimiler les connaissances. Les œuvres sociales universitaires sont très insuffisantes. Bien souvent, les étudiants ne mangent même pas assez, ce qui paraît incroyable à notre époque. Ils doivent se loger dans des conditions coûteuses et souvent inconfortables. Ils ont à faire face aux mêmes difficultés que les travailleurs pour les transports, l'accès aux soins en cas de maladie, et pour de nombreux autres problèmes de la vie quotidienne.

Ce parallèle n'est pas une simple constatation formelle. Car les jeunes qui étudient et les adultes qui travaillent subissent tous dans leur existence quotidienne les conséquences du pillage de la Nation par les groupes capitalistes sans patrie.

Cela se fait par l'exploitation directe dans les entreprises, mais aussi au travers de toutes les conséquences sociale de la politique gouvernementale, à l'Université ou ailleurs, et par toutes les déformations auxquelles aboutit le fonctionnement d'une économie capitaliste : hausse des prix, chômage par exemple.

C'est dire qu'il y a de solides raisons d'établir des liens solides entre la C.G.T et l'U.N.E.F. C'est dire que l'échange entre nous, la coopération et l'action commune sont indispensables.

Nous souhaitons ardemment que ces liens se renouent, pas seulement d'une manière formelle, mais dans les faits, concrètement, dans toutes les villes de France.

Vous voulez que l'U.N.E.F. reprenne vie, qu'elle soit une organisation de masse, démocratique et réellement combative, connaissant les problèmes et les aspirations concrètes des étudiants, à même d'élaborer leurs revendications, et dirigeant leurs luttes. Nous suivons avec la plus grande attention et avec un esprit de solidarité vos travaux et toute votre action qui va dans ce sens. Nous espérons avec confiance qu'elle aboutira rapidement à liquider définitivement les méfaits de ceux qui trichent avec la démocratie, à rétablir l'organisation nationale, l'unité et le caractère de masse du mouvement étudiant, et à lui donner une force réelle.

Cela, c'est votre affaire, et c'est un rude combat. La C.G.T. ne s'immisce pas dans la vie intérieure de l'U.N.E.F. pour des raisons de principe mais aussi parce que c'est aux étudiants seuls qu'il appartient de fixer l'orientation et de résoudre les problèmes leur mouvement. Personne ne peut prendre celui-ci en tutelle. La C.G.T. vous considère à égalité de responsabilité avec les travailleurs adultes, Elle le fait bien sur avec beaucoup de sympathie fraternelle en sachant que la rude école à laquelle vous êtes aujourd'hui fera de vous des militants trempés pour la lutte de classe dans leur vie professionnelle de demain.

Nos vœux s'adressent ce soir à l'unité des travailleurs et des étudiants et à l'Union Nationale des Etudiants de France.

Chers camarades,

Au point désormais atteint de votre congrès, et en égard à ce qu'il marque dans le devenir du mouvement étudiant, les représentants du S.N.E.S.Sup ne peuvent plus se contenter d'être auprès de vous des observateurs muets.

Nous ne pouvons pas, enseignants syndiqués de l'enseignement supérieur, nous qui, dans la F.E.N, sommes les plus directement concernés par les problèmes du mouvement syndical étudiant, garder indéfiniment le regard froid de l'ethnologue devant une tribu lointaine ou de l'entomologiste devant les mœurs des insectes. Il vient un moment où l'observateur se doit de s'expliquer à ceux qu'il observe.

Ce moment pour nous est venu.

Constamment le S.N.E.S.Sup a affirmé auprès de ses syndiqués, auprès des autres syndicats de la F.E.N. son attachement au développement de l'U.N.E.F, et aussi à l'existence de l'U.N.E.F, comme syndicat représentatif des étudiants. Cette position de principe fut exprimée lors du 58e congrès de l'U.N.E.F par G. Innocent, Secrétaire Général du S.N.E.S.Sup qui déclarait alors :

" Parallelement à notre effort pour gagner des milliers d'enseignants chercheurs qui se tiennent encore éloignés du syndicalisme universitaire, nous souhaitons que l'U.N.E.F. accroisse son audience dans la milieu étudiant et hors de l'université."

Quant à l'audience des décisions prises à Orléans, et des instances dirigeantes élues au 58e congrès, on sait ce qu'il en est advenu, puisque ce sont ces instances qui ont, délibérément, tentées de plonger l'U.N.E.F dans une crise ouverte qui portait le risque de la disparation pure et simple du syndicat étudiant.

Il ne m'appartient pas de refaire l'historique des semaines passées et la période des semaines passées et la période à laquelle votre assemblée met un terme en affirmant la présence militante continue et renouvelée du syndicalisme étudiant. Je rappellerai seulement ce que furent, successivement, les dispositions prises par le S.N.E.S.Sup.

Notre attitude dans cette affaire, n'a pas été circonstancielle. Je rappelle, sans le détailler, que l'attitude que nous avons prise à l'égard de l'U.G.E. se fondait sur les mêmes principes que celle que nous prenons à l'égard de l'U.N.E.F non immixtion, mais dans la limite du possible pour éviter l'intervention extérieure ou judiciaire, appréciation sur la conformité des instances et des décisions avec les statuts, et avec une authentique vie syndicale démocratique.

C'est dans cet esprit que notre C.A. a adopté le 30 Janvier, un texte, où après avoir rappelé l'extrême importance de l'U.N.E.F. au regard des luttes générales que mènent et mèneront le S.N.E.S.Sup et le F.E.N, il déclarait ceci :

" C'est pourquoi la C.A. souhaite qu'un prochain congrès de l'U.N.E.F. puisse permettre, par la mise en place d'une direction représentative de cette organisation la reprise de liens fructueux entre notre syndicat et l'U.N.E.F.
Dans l'immédiat, le S.N.E.S.Sup et ses adhérents se garderont de toute ingérence dans la vie intérieure de l'U.N.E.F, ils se refuseront à apporter leur caution à quelque tendance que se soit du syndicat étudiant, ce qui serait préjuger du résultat d'un prochain congrès. Ils ne reconnaîtront comme direction de l'U.N.E.F. que celle qui sortira d'un congrès statutairement et démocratiquement tenu.

Considérant que l'organisme qui s'intitule "délégation permanente du collectif national de l'U.N.E.F." ne répond à aucun de ces critères, le S.N.E.S.Sup ne peut en aucun cas considérer cet organisme comme la direction de l'U.N.E.F."

A A ceux que nous ne reconnaissons pas comme direction de l'U.N.E.F. mais qui en revendiquent le titre, nous avons réclamé les statuts de l'U.N.E.F et les P.V. de la réunion du collectif du 10 Janvier.

Nous avons obtenu, non sans y mettre quelque insistance, les statuts, nous attendons toujours les P.V.

Quand aux statuts, Et sans entrer dans une discussion juridique qui n'est pas de ma compétence, nous avons surtout constaté leur vide qui tient en particulier au fait qu'ils renvoient à un règlement intérieur qui n'a jamais vu le jour. Nous avons constaté que les rédacteurs de ces statuts n'avaient sans doute pas prévu leur propre carence puisque rien n'y prévoit la démission du bureau. Et par suite rien n'y prévoit la constitution d'un organisme comme la dite délégation permanente. Rien non plus ne l'y interdit expressément, si ce n'est la bonne règle qui veut qu'on ne multiplie pas les instances d'exception et qu'on s'en tienne chaque fois que c'est possible à une instance existante, tel par exemple que l'était la commission de contrôle.

Mais dans ce vide légal, l'essentiel n'était pas dans la référence à des textes insuffisants et mal rédigés, mais dans le recours à la démocratie syndicale vécue. Tout dépendait, et c'est ce qu'affirme notre texte du 10 Janvier des conditions de préparation du congrès.

Nous pouvions dès le 30 Janvier avoir la dessus des inquiétudes. Une semaine avant, le 23 notre B.N. avait dû prendre position sur l'agression violente de militants syndicaux à Censier:

"Après avoir effectué une enquête et recueilli notamment le témoignage de membres de la C.A. et des sections syndicales de la Sorbonne, le Bureau National du S.N.E.S.Sup (F.E.N.) tient à exprimer sa plus vive indignation à la suite des incidents graves survenus au centre Censier, jeudi 21 janvier 1971.

Ils constatent que des personnes connues comme militants de l'A.J.S et parmi eux certains exerçant leur activité au sein du mouvement étudiant, se sont livrés à une agression délibérée qui a entraîné la destruction, à partir du deuxième étage des locaux universitaires, de plusieurs étudiants membres de la tendance "UNEF Renouveau".

Le Bureau National condamne cet acte de brutalité inqualifiable qui discrédite ses auteurs devant l'ensemble du mouvement syndical et démocratique.

Samedi 23 Janvier 1971

Le Bureau National de l'Enseignement Supérieur (F.E.N.)

Aussi, nous avons voulu prendre toutes les informations utiles d'où qu'elles puissent venir. C'est ainsi que j'ai été mandaté pour assister aux assemblées du 10 et du 14 Février.

En même temps il paraissait chaque jour plus évident que la délégation permanente organisait systématiquement le détournement des assemblées générales, jusqu'aux nouveaux incidents violents de l'A.G. du centre Assas, où la responsabilité du même groupe politique fut dénoncée par tous les observateurs syndicaux présents. Si l'on peut penser qu'il arrivait que des cartes partissent de Paris, il est rare qu'on ait entendu parler de leur réception, pour ne rien dire des conditions de leur distribution.

J'ai donc observé les assemblées du I0 et du I4.

La liste des C.A. présents à ces deux réunions fait apparaître, au bénéfice de la réunion du I4, un avantage de représentativité qui tient au nombre des présents, I43 contre I34, et surtout à l'importance des implantations universitaires représentés à travers ces C.A.

Tous ces faits réunis nous ont conduits à refuser de considérer l'assemblée de Dijon comme le congrès de l'U.N.E.F, et à n'y envoyer aucun représentant, ce serait même agir d'un simple observateur. Encore une fois, c'est parce que nous sommes le syndicat enseignant le plus directement capable d'apprécier dans les faits la réalité du mouvement étudiant, que nous avons pris, au sein de la F.N.W cette attitude. Chacun sait que cette attitude n'a pas été celle de toutes les organisations syndicales invitées à Dijon. La délégation permanente a paru constamment plus soucieuse de se chercher des appuis extérieurs à l'Université plutôt qu'en appeler aux étudiants eux-mêmes. Il est clair que l'U.N.E.F doit prendre sa place dans l'ensemble du mouvement syndical. Mais les relations de l'U.N.E.F et des autres organisations ne peuvent pas être cette sorte de caricature de relations diplomatiques qui consistait, pour les organisateurs de l'assemblée de Dijon, à réclamer une reconnaissance, comme, en droit international, un état demande la reconnaissance d'un autre état, généralement après un putsch ou un coup d'état.

La reconnaissance s'agissant du caractère syndical d'une organisation, ne peut venir ni du S.N.E.S.Sup ni de personne d'autre. Ce sont les étudiants eux-mêmes qui reconnaîtront leur syndicat, l'U.N.E.F.

C'est ensuite que l'U.N.E.F ainsi reconnue par ceux qui sont les seuls à pouvoir le faire prendra sa place dans l'ensemble du mouvement syndical.

Dans l'immédiat trois exigences essentielles marquent les rapports que nous entretiendront avec l'U.N.E.F : exigence de validité, de représentativité, de démocratie.

Validité tout d'abord : convoquée par plus de la moitié des C.A. U.N.E.F, lors d'une assemblée elle-même organisée par plus du tiers des C.A, ce qui est conforme aux dispositions générales de la loi de 1901 - , votre congrès est en droit d'engager l'avenir du mouvement syndical étudiant sur les objectifs, le programme et les règles d'organisation qu'il décidera démocratiquement.

Représentativité : elle se constate à la base par l'action menée. Elle se vérifie par le suffrage des étudiants. Principe syndical que la représentativité se mesure au suffrage obtenu dans les élections professionnelles. Dans ce sens avec plus de 80 000 voix et près de mille élus dans les conseils d'U.E.R, les militants de l'U.N.E.F, qui défendent les intérêts des étudiants dans les conseils forment et de loin, le groupe syndical le plus influent. Les élections aux cours l'ont confirmé, comme le confirmeront les élections au C.N.E.S.R. Partout, dans ces instances, nos élus syndicaux

rencontrant dans la défense des personnels enseignants et dans la lutte pour une université moderne et démocratique l'appui décisif des élus syndicaux étudiants. Là où il y a dans une U.N.E.F ou une université à majorité syndicale, c'est grâce à la présence militante, qui n'est pas la participation complice et honteuse qu'imaginent les groupes anti-syndicaux, des élus étudiants au nom de l'U.N.E.F, qui ont choisi le renouvellement syndical.

C'est donc avec vous que le S.N.E.S.Sup défendra la laïcité de l'Université, si justement chère aux syndicats de la F.E.N, en défendant le monopole de la collation des grades par l'Etat et affirmant la vocation du service public de l'Université à former les cadres et les maîtres.

C'est avec vous que le S.N.E.S.Sup militera pour l'application large au sein de l'Université de l'accord du 9 Juillet 1970 sur la formation permanente, pour que la vieille université libérale ouvre ses portes à l'université populaire de demain. C'est avec vous aussi que le S.N.E.S.Sup condamne le projet gouvernemental des I.T.P.P, et qu'il mettra en avant comme l'on fait la semaine 4 syndicats de la F.E.N réuni en assemblée nationale à Cachan, l'exigence pour tous les maîtres d'une formation de haut niveau scientifique, et l'indissociabilité des garanties de formation et d'emploi.

C'est avec vous que le S.N.E.S.Sup luttera contre la main-mise des intérêts privés sur l'Université et la recherche et qu'il fera de la lutte pour la démocratisation de l'Université un maillon de la lutte générale pour la démocratisation de la société.

C'est avec vous que le S.N.E.S.Sup défendra les libertés syndicales et politiques et les libertés individuelles, qui reçoivent les atteintes d'un pouvoir, qui comptent par ses moyens politiques la provocation et la répression policière.

Démocratie enfin, parceque vous le savez, il n'y a pas de vie syndical si chacun, dans le milieu que représente le syndicat n'a pas conscience de sa responsabilité propre, et de la part qu'il peut apporter dans la libre discussion et dans l'action, à l'oeuvre commune.

L'U.N.E.F a connu trop longtemps le vertige suicidaire de la démission syndicale, l'affrontement sans fin des groupes politiques dont la prétention idéologique est inversement proportionnelle au nombre des adhérents. Ainsi se sont écartés d'elle nombre d'étudiants qui ne se sont pas reconnus dans le mélange de verbalisme et des actions de commandos.

L'U.N.E.F sait désormais ce qu'il en coûte d'abandonner les règles syndicales de discussions, de concertation, de respect d'autrui sans lesquels l'unité et l'efficacité syndicale sont inaccessibles.

Démocratie syndicale et syndicalisation s'appelle l'une et l'autre. Pour amener à l'U.N.E.F la masse des étudiants il faut qu'ils y reconnaissent leurs revendications essentielles et aussi un cadre de vie démocratique où ils aient un rôle plein à jouer. Et inversement, la démocratie, qui ne se décrète pas arbitrairement, se développera dans l'U.N.E.F à mesure qu'elle rassemblera dans la lutte revendicative un nombre d'étudiants toujours croissant et toujours plus divers les uns des autres. Car finalement la meilleure façon d'assurer dans le syndicat la pluralité des points de vue, qui ne se confond pas toujours ni nécessairement avec la pluralité des tendances, c'est de faire le nombre.

C'est là la grande tâche maintenant de l'UNEF, qui compte autrefois 100 000 adhérents, à une époque où il y avait à peine plus de 200 000 étudiants. C'était il y a dix ans, quand l'UNEF participait à la lutte des organisations démocratiques et syndicales, pour la paix en Algérie, sur la base-même de sa représentativité syndicale.

Je ne fais pas cette évocation du passé pour vous inviter à un retour en arrière mais pour montrer ce qu'il est possible d'espérer à ceux qui se sont donné inlassablement pour objectif la reconstruction du syndicat étudiant.

Chers camarades,

ainsi s'achève le mandat que nous avons reçu, d'être à votre Congrès des observateurs chargés d'expliquer publiquement leur position.

En saluant la parfaite tenue de vos travaux, la rigueur et l'intérêt des interventions, en vous remerciant de l'accueil chaleureux que vous nous avez réservé, nous portons en nous la confiance, qui est aussi la vôtre, dans la capacité de l'UNEF à surmonter les difficultés qui demeurent et qui ne sont d'ailleurs pas celles du seul syndicalisme étudiant, elles sont aussi celles de tout le syndicalisme universitaire.

NOUS AVONS BESOIN DE L'UNEF.

Aussi ce n'est plus en observateur attentif de vos travaux que je m'adresse à vous maintenant, mais en demandeur : refaites l'UNEF, rebâissez le mouvement syndical étudiant. Cet objectif est aussi le nôtre, comme seront nôtres demain, dans l'égalité des droits et des responsabilités, les luttes communes que nous mènerons, nous SNE.Sup, vous, syndicat représentatif de tous les étudiants.

APPEL DES INTELLECTUELS POUR LE SOUTIEN AU RENOUVEAU DE L'UNEF

La situation déplorable de l'Université française, qui fut un berceau de l'humanisme et de la science, est non seulement une menace contre la Culture, mais aussi une atteinte au développement intellectuel et au progrès technique qui met en péril l'avenir de la France.

Fidèles aux traditions d'Etude et de Recherche dont la valeur et le prestige ont contribué à la grandeur de notre pays, les soussignés approuvent les luttes étudiantes pour l'adaptation de l'Université aux besoins de la nation et aux exigences de notre temps.

Rappelant qu'une réforme démocratique de l'enseignement fut l'un des objectifs de la Résistance inscrit au programme du CNR, ils soutiennent les légitimes revendications des étudiants conformes à l'intérêt national. Ils se félicitent de l'unité retrouvée du mouvement étudiant qui se concrétise dans le Renouveau de l'UNEF, saluent la tenue de son 59° Congrès National à Paris les 5, 6, et 7 Mars 1971 et souhaitent qu'en raison de son caractère historique il puisse avoir lieu dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne qui n'appartient qu'aux étudiants et professeurs dépositaires de la Culture.

Parmi les signataires de ce texte, on relève notamment les noms de :

Jean AMBLARD, artiste peintre

Louis ARAGON

Georges AURIC, membre de l'Institut

Jean-Pierre BLOCH, ancien ministre

Mc André BLUMEL, avocat honoraire à la Cour d'Appel de Paris, conseiller de Paris

René CERF-FERIERE, ancien président du Groupe de la Résistance à l'Assemblée Consultative

Louis DAQUIN, cinéaste

Denise DECOURDEMANCHE, soeur du professeur agrégé Jacques Decour, fusillé par les nazis (1942)

Professeur Jean DRESCH

Commandant EICHEMBAUM, ancien de l'Escadrille Normandie-Niemen

Raph FEIGELSON, ancien Secrétaire Général du Comité d'Action Etudiant contre toute discrimination politique, raciale ou confessionnelle

Max-Pol FOUCHET

Madeleine JACOB, journaliste

Professeur Raymond JEAN

François LESCURE, délégué de l'UNEF pour la zone occupée en 1940-41, un des organisateurs de la Marche à l'Etoile du 11 Novembre 1940

Louis-MARTIN-CHAUFFIER, membre de l'Institut

Jean ORCEL, membre de l'Académie des Sciences

Jacques PETI, professeur, résistant du 11 Novembre 1940

Jean PICART-LE-DOUX, Professeur à l'Ecole Nationale des Arts Décoratifs

Louis PICOT, Compagnon de la Libération

Frédéric POTTECHER, journaliste

Lucy PRENANT, Directrice Honoraire de l'Ecole Normale Supérieure de Jeunes Filles

Henri ROL-TANGUY, commandant des FFI de l'Ile-de-France

Albert SOBOUL, Professeur à la Sorbonne

A

Adresser les signatures à Patrick Feigelson, Président de Paris-Sciences UNEF, 14 Rue de l'Echiquier, Paris X.